

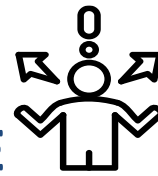
Le modèle ADEME en danger...

Projet de loi menaçant les Directions Régionales de l'ADEME ainsi que, à terme, l'avenir de l'ADEME.

Présentation du projet de loi au Conseil des Ministres fin mars prochain

Où en sommes nous côté syndical ?

CONTEXTE



Dans le cadre de la loi déconcentration/décentralisation/simplification en cours de rédaction, le Gouvernement **prévoit un article sur l'intégration des directions régionales de l'ADEME dans les DREAL**. Ce projet de loi pourrait être finalisé fin février.



Depuis cette annonce, fin décembre 2025, l'intersyndicale a sollicité 3 rendez-vous avec le Gouvernement :

- Auprès du Premier Ministre
- Auprès du ministère de la Transition Ecologique (MTE)
- Auprès du Directeur Général des Entreprises du ministère des Finances

Nous avons reçu **une fin de non recevoir** après 1 mois du Premier Ministre et un renvoi vers le MTE et Amélie de MONTCHALIN, ministre des Comptes publics.

Un rendez-vous avec le MTE a eu lieu ce 22 janvier 2026. L'adjoint à la Directrice de Cabinet de la ministre a indiqué que le MTE souhaite améliorer l'efficacité interne de l'Etat et mettre en évidence, en externe, une coordination renforcée de l'Etat en région. Nous avons démontré que ces deux objectifs étaient déjà largement atteints, sans pour autant les convaincre de renoncer à leur projet.

En parallèle, nous avons mobilisé un groupe d'administrateurs de l'ADEME qui se proposent de soutenir notre action et de relayer nos positions auprès des élus et partenaires de leurs réseaux.

Nous avons également adressé [un courrier à l'ensemble des députés et sénateurs pour les informer de la situation](#).

Nous avons déjà reçu à ce jour quelques soutiens. Des rencontres avec des parlementaires sont prévues. Nous vous en parlerons dans la prochaine newsletter !

La mobilisation continue ...

